

Dernières nouvelles de Saint-Jean de Passy



Article rédigé par *Liberté politique*, le 30 avril 2020

Retrouvez ci-dessous la lettre du 28 avril des Collectifs de soutien envoyée aux parents de Saint-Jean de Passy

Chers parents,

Une semaine après avoir écrit à Mgr Aupetit, l'action des collectifs a permis de rétablir un certain nombre de vérités mais il reste encore beaucoup d'énergie à mobiliser pour obtenir ce que nous souhaitons tous : un retour à un fonctionnement normal et efficient de notre Établissement.

À la suite du courrier que nous lui avons adressé, Mgr Aupetit a délivré un message de sagesse et d'apaisement en réclamant, au nom du diocèse, l'ouverture d'une enquête supplémentaire intégrant la médecine du travail et un cabinet spécialisé.

Cette proposition de solution a été saluée par les collectifs dans la mesure où elle permettait de revenir sur un grand nombre d'erreurs dans la conduite de ce dossier par manque de professionnalisme.

Depuis, nous avons appris que plus du tiers des personnes interrogées dans le cadre du premier audit avait refusé leur témoignage, au regard de l'instrumentalisation qui en a été faite.

Par ailleurs, le CSE qui aurait dû diligenter la nouvelle enquête s'est désisté compte tenu des conditions anormales de la gestion de la procédure par le Conseil d'Administration.

Enfin, à notre connaissance, lors de la dernière réunion de ce Conseil, vendredi soir, il n'a pas été tenu compte de l'avis de l'Archevêque et aucune action visant à rétablir la vérité n'a été engagée. Ce regrettable immobilisme traduit évidemment un embarras qui n'empêche pas les initiatives individuelles et détestables. C'est ainsi que d'anciens salariés de Saint-Jean de Passy se sont plaints d'avoir été contactés avec insistance pour témoigner défavorablement et alimenter ainsi un dossier à charge qui apparaît de plus en plus vide.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, les auteurs de ces sollicitations hasardeuses sont deux administrateurs, dont tout indique qu'ils sont également à l'origine de cette affaire.

Monsieur Canteneur, directeur diocésain, qui démontre ainsi l'estime dans laquelle il tient la parole publique de son Archevêque et Madame de La Guillonnière, la présidente de l'APEL, ont décidé de faire de ce dossier une affaire personnelle et un combat au service duquel ils n'ont de comptes à rendre à personne. Madame de La Guillonnière s'est de surcroît adjointe les services d'un des plus éminents – et coûteux – cabinets d'avocats pour instruire (au nom de l'APEL et à la place de l'Établissement ?) les procédures de licenciement. Elle a également choisi l'ancien bâtonnier de Paris, avocat pénaliste, Maître Sur comme porte-parole dans la presse.

À ce stade de duplicité, de manœuvres cachées et d'initiatives personnelles incontrôlées, il nous semble essentiel de rester mobilisés pour : • Réclamer immédiatement l'ouverture d'une médiation, en vue d'une réintégration, pour permettre le plus rapidement possible de sortir de cette crise et faire cesser toutes les souffrances qu'elle a provoquées ; • Et/ou, faute d'entendre la voix raisonnable des parents, étudier les modalités d'une action visant à destituer Madame de La Guillonnière de son poste de présidente de L'APEL.

Vous le comprenez, chers parents, les journées qui viennent sont très importantes pour nous.

Comme le révèlent les nombreux témoignages de parents d'élèves mais aussi des collectifs de professeurs et de surveillants, il est indispensable d'obtenir pour nos enfants le rétablissement du fonctionnement normal et apaisé de Saint-Jean de Passy.

Nous comptons sur vous,

Les Collectifs Saint-Jean de Passy

Vous pouvez nous envoyer vos suggestions ou nous écrire sur notre blog : www.soutiensjp.wordpress.com
Vous pouvez également vous inscrire pour nous soutenir et recevoir nos informations en cliquant sur ce [lien](#)